



26 janvier :

**Toutes et tous en Grève pour dire Stop à l'austérité !
Pour l'emploi – les salaires - les conditions de travail
Des services publics de qualité pour toutes et tous**

Les organisations syndicales CGT, FSU et FO de la Fonction publique estiment indispensable d'être à l'offensive à l'ouverture des négociations salariales qui auront lieu en février.

En effet, le gouvernement a déjà annoncé la couleur avec les lois de finances et de financement de la Sécurité Sociale qui viennent d'être adoptées pour 2016 et qui ne présentent quasiment aucune marge de manoeuvre pour une augmentation générale des traitements. C'est la politique d'austérité qui continue ! Ainsi les mesures les plus régressives du protocole PPCR (sur les carrières et les rémunérations), pourtant dénoncées unanimement par nos organisations syndicales, vont s'appliquer de manière autoritaire en dehors de tout accord !

Il y a urgence pour :

**augmenter les salaires et pensions avec réévaluation réelle du point d'indice
un service public de qualité**

porter un coup d'arrêt aux régressions programmées (collèges, santé...) et à une réforme territoriale héritière de la Révision Générale des Politiques Publiques

S'ajoute à cela, la poursuite, sans concertation réelle, de nombreuses contre-réformes comme au collège, dans la territoriale, à la santé... Elles dégradent la qualité des services rendus aux citoyen-nes et les conditions de travail des personnels. Dans ce contexte la prolongation de l'Etat d'urgence est utilisée pour museler l'expression des revendications, dont celles des salarié-es, des retraité-es et privé-es d'emploi. Dans la même logique le mouvement syndical est criminalisé, encore très récemment avec les "Goodyear", Air France...

De nombreux secteurs de la Fonction publique, pourtant essentiels à la redistribution sociale et économique, subissent des sous-effectifs absolument insupportables.

L'affirmation d'améliorer les services publics de proximité, via la loi NOTRe, n'est qu'un enfumage dans les faits pour réorganiser des compétences publiques. Elle sert principalement les intérêts des entreprises au détriment de l'intérêt général.

C'est pourquoi, les organisations syndicales CGT, FSU et FO, appellent à la grève ce 26 janvier pour :

- une augmentation immédiate de la valeur du point d'indice de 8% minimum prenant en compte l'inflation subie depuis 2010,
- des mesures générales permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat,
- le maintien du statut général et des statuts particuliers des fonctions publiques,
- le développement de l'emploi public statutaire par des créations nettes dans les trois versants de la fonction publique,
- des moyens financiers à la hauteur des besoins du service public,
- la défense d'un service public de proximité garant de la cohésion sociale et lutter ainsi contre la montée du FN.

Cette journée est organisée conjointement avec les personnels des collèges pour l'abrogation d'une réforme légitimement contestée. Elle vise à réduire la dépense publique mais induit de profonds bouleversements sur le fonctionnement et les finalités de l'école ! Elle ouvre la voie aux ségrégations sociales au lieu d'assurer les conditions de l'émancipation pour toutes et tous par la connaissance et l'ouverture aux savoirs.

**26 janvier : grève et manifestation
rdv 10H30 place des Comtes du Maine**



Réforme du collège : appel à la grève du mardi 26 janvier

Malgré 3 journées de grèves nationales très suivies, une grande manifestation nationale et la colère qui enfle au cours des journées de formation, la Ministre persiste dans sa volonté de mettre en œuvre la réforme du collège à la rentrée 2016. De ce fait, elle maintient une situation de blocage qui l'oppose à l'immense majorité des personnels.

Le refus profondément ancré de cette réforme repose sur au moins trois points :

- refus de voir le service public d'éducation sacrifié sur l'autel de l'austérité et du dogmatisme néo-libéral habillé d'un alibi pédagogique
- refus de voir nos métiers totalement dénaturés
- refus de voir la charge de travail augmenter alors même que nos salaires diminuent

Dans le même temps le ministère fait mine de vouloir dresser le bilan des réformes du lycée. Mais ce n'est pas un hasard si le périmètre des discussions est soigneusement délimité, empêchant ainsi toutes appréciations sincères et toute refonte en profondeur. Beaucoup de ces réformes, comme celle de l'AP, ont été les prémices de celle du collège. Il ne saurait être question de les désavouer au moment de les transposer.

Mais, en retour, la réforme du collège aura aussi des impacts forts sur le lycée (impréparation des élèves, disparitions d'options, alignement des méthodes d'évaluation par compétences...)

C'est pourquoi l'intersyndicale réaffirme sa détermination à obtenir l'abrogation de la réforme et l'ouverture de discussions pour le collège sur d'autres bases. Elle appelle les personnels à amplifier la mobilisation :

- en s'opposant localement aux formations à la réforme selon des modalités décidées collectivement
- en poursuivant les actions déjà engagées : refus de toute anticipation de mise en œuvre de la réforme, motions, lettres aux parents, adresses aux élu-e-s, envois de la carte pétition au Président de la République
- en faisant, à partir des DGH 2015, la vérité dans les établissements sur les DGH 2016 afin de défendre les postes, les conditions de travail des personnels et des élèves.

L'intersyndicale, pour monter d'un cran dans la mobilisation et établir le rapport de force nécessaire à la victoire, appelle les personnels à se réunir en heures d'information syndicale afin de construire une grève nationale majoritaire le mardi 26 janvier !

**Manifestation pour
l'abrogation de la réforme du « collège 2016 »
l'ouverture de discussions pour le collège sur d'autres bases
la défense du service public d'éducation
la revalorisation salariale !**

**26 janvier : grève et manifestation
rdv 10H30 place des Comtes du Maine**